



RAPPORT ANNUEL 2021

ONG Jeunes Volontaires pour l'Environnement
Côte d'Ivoire



**YAPO
LARISSA**
DIRECTRICE EXECUTIVE

REMERCIEMENTS

Cher Partenaires, c'est avec une immense fierté que l'équipe de Jeunes volontaires pour l'Environnement Côte d'Ivoire vous adresse cette note. L'année 2021 vient encore de s'achever dans un contexte de Covid19 cependant, malgré cette situation, l'année s'est remplie de succès. Cela a été possible grâce à votre appui sur l'ensemble des projets que nous chapotons.

Nous avons déployées sur le terrain des activités d'agroécologie, d'extractivisme, de la justice climatique ainsi que des rencontres internationales impactant. Nous sommes reconnaissant de la confiance renouvelée et placée en la vision de JVE-Côte d'Ivoire.

C'est avec beaucoup d'espoir et de détermination que nous entamons l'année 2022. Nous imaginons une Côte d'Ivoire où les coopératives agricoles permettent aux populations d'atteindre une autosuffisance, une souveraineté et une sécurité alimentaire.

À cet effet, que l'année 2022 soit couronnée de réussite dans nos actions et qu'elle nous permette de renforcer davantage notre collaboration. Merci pour votre contribution !

COORDONNÉES

jve.ivoire@yahoo.fr

www.jvecotedivoire.org

TABLE DES MATIERES

JVE COTE D'IVOIRE

A propos	4
Changements climatiques	6
Agroécologie paysanne	13
Justice sociale	17
Remerciements	22

À PROPOS

Crée-en février 2008, Jeunes Volontaires pour l'Environnement Côte d'Ivoire (JVE Côte d'Ivoire) est une organisation, qui œuvre pour la protection de l'environnement et la promotion du développement durable. C'est une organisation de référence dans la lutte pour la protection de l'environnement qui œuvre au service des communautés au niveau local, national et international. JVE Côte d'Ivoire contribue à apporter des solutions aux problèmes environnementaux et sociales que rencontrent les populations autochtones.

Pour atteindre ses objectifs, JVE Côte d'Ivoire oriente ses actions autour de trois principaux programmes :



L'Agroécologie paysanne nous emmène à contribuer à la formation des paysans et paysannes de la Côte d'Ivoire. Notre stratégie principale dans ce programme est le Training " YALITIA Boot Camp".



La justice climatique nous amène réclamer une énergie propre pour les communautés victime de la crise climatique et dans ce sens nous luttons contre les centrales polluantes et les énergies qui sont non renouvelable. A cet effet nous sommes actifs et avons soutenu des coalitions de lutte afin de réclamer la justice climatique pour les communautés.



La justice sociale soutient aux femmes victimes d'abus sexuels dans et autour des plantations de monoculture mais aussi à l'appui à l'autonomisation des femmes, filles et jeunes dans le but d'une justice sociale pour tous.



AGISSONS
POUR LE
CLIMAT

« LA PLANÈTE ENTIÈRE TRAVERSE UNE SAISON D'INCENDIES ET D'INONDATIONS » QUI TOUCHE PRINCIPALEMENT LES POPULATIONS FRAGILES ET VULNÉRABLES DES PAYS RICHES COMME DES PAYS PAUVRES, DÉCLARE LA VICE-SECRÉTAIRE GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES, AMINA MOHAMMED LORS D'UNE RÉUNION DE HAUT NIVEAU SUR L'ACTION CLIMATIQUE. S'EXPRIMANT PAR MESSAGE VIDÉO AU DIALOGUE SUR L'ACCÉLÉRATION DES SOLUTIONS D'ADAPTATION EN AMONT DE LA COP26, LA CONFÉRENCE ANNUELLE DES NATIONS UNIES SUR LE CLIMAT, QUI S'EST TENU À GLASGOW (ROYAUME-UNI).

LA CÔTE D'IVOIRE, EST PARTICULIÈREMENT VULNÉRABLE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE. LE PAYS VIT UNE AUGMENTATION DES TEMPÉRATURES ET UNE DIMINUTION DES PRÉCIPITATIONS, CE QUI EST PRÉJUDICIALE À LA PRODUCTION DE CULTURES VIVRIÈRES AINSI QUE LES CULTURES DE RENTES, SACHANT QUE LE PAYS A BÂTI SON ÉCONOMIE SUR L'AGRICULTURE. C'EST DANS CE GRAND ESPRIT QUE JVE CÔTE D'IVOIRE S'EST INSCRIT DURANT L'ANNÉE 2021 DANS DES ACTIONS ET DES ACTIVITÉS EN FAVEUR DU CHANGEMENT DE PARADIGME.

+43

OSC nationale et régionale avec lesquelles nous avons travaillé

01

Atelier régional francophone sur la justice climatique organisé

+500

personnes consultées et visité

ATELIER NATIONAL SUR LA FINANCE CLIMATIQUE

Les 09 et 10 décembre 2021, Jeunes Volontaires pour l'Environnement a organisé un atelier national. Ce dernier avait pour but de renforcer les capacités de la société civile ivoirienne afin de les impliquer dans les activités et dans les processus du Fonds vert pour le climat (FVC). Ces journées ont été marquées par la participation d'une vingtaine d'organisation de la société civile (OSC), de la présence du Programme National de lutte contre le Changement Climatique (PNCC), affilié au Ministère de la Salubrité, de l'Environnement et du Développement Durable (MINEDD) ainsi que du Dr Alain Serge, responsable du Programme Croissance Vert de Global Green Growth Institute (GGGI).

L'événement à permis de donner un cadre de partage sur l'écosystème actuel de la « finance climatique ». Certaines organisations ont pu se retrouver autour d'un en panel et les grandes lignes sur la compréhension des fondamentaux de la COP26 tenue à Glasgow ont pu être débattu.

En somme, durant ces deux jours d'ateliers les objectifs étaient multiples à savoir :

- Informer les participants sur la position de la Côte d'Ivoire dans les discussions politique lors de la COP 26 ;
- Faire connaître les Contributions nationales déterminé (CDN) ivoirienne ;
- Restituer les différents échanges significatifs lors de la COP26 ;
- Fournir une vue d'ensemble sur les projets financés par le FVC en Côte d'Ivoire ;
- Présenter les possibilités d'implication des OSC et leurs rôles au sein de l'implémentation de ceux-ci ;
- Faire le point des dernières réunions du conseil d'administration du fonds vert climat.
- Faire le point des différentes visites de terrain effectué par JVE Côte d'Ivoire dans le cadre du projet financé par Germanwatch.

ATELIER FRANCOPHONE SUR LA JUSTICE CLIMATIQUE EN CÔTE D'IVOIRE



Pour faire face à la crise climatique, L'Africa Climate Justice Groupe (ACJG) réclame une Justice climatique pour tous, a organisé une première rencontre régionale francophone à Abidjan à l'Hôtel BELLE COTE du 18 au 20 Mai 2022.

Ainsi, le Sénégal, le Mali, le Burkina Faso, le Benin, la Guinée, le Niger, le Togo, le Gabon, le Cameroun, le Congo-Brazaville, la RDC, le Maroc et la Côte d'Ivoire ont pu discuter et planifier des actions communes fortes pour construire une résistance contre le système capitaliste mondial qui profite de la crise sanitaire pour se déployer. La convergence de leurs réflexions a permis de :

- Construire avec des groupes progressistes travaillant sur l'Énergie et l'Agriculture une synergie de lutte sur les changements climatiques ;
- Partager des connaissances sur les changements climatiques et la lutte spécifique pour la Justice climatique mise à jour en contexte de Covid.

- Mobiliser les groupes de pêcheurs, de paysans, d'éleveurs autour de la question climatique ;
- Analyser la question des dettes illégitimes et illégales qui accélèrent les inégalités présentes ;
- Déterminer des campagnes et écrire une Roadmap pour le ACJG Francophone.

Pendant ces 3 jours, les acteurs de la société civile des 13 pays africains avaient également un énième défi : le respecter des mesures barrières . Malgré cette contrainte, les participants ont pu proposer un plan de recommandations, portées dans une note de synthèse.

Cet atelier a permis à la lutte pour la justice climatique dans les pays francophones de prendre son envol.

ATELIER FRANCOPHONE SUR LA JUSTICE CLIMATIQUE EN CÔTE D'IVOIRE

QUELQUES SOLUTION PROPOSÉS LORS DE CET ATELIER



Promouvoir l'agroécologie paysanne ;

Promouvoir l'égalité des genres par l'agroécologie afin de contribuer au démantèlement du patriarcat ;

Augmenter l'accessibilité des femmes aux titres fonciers ;

Lutter contre les violences sexuelles à l'égard des femmes ;

Dénoncer le protocole de KYOTO afin d'avancer vers un traité contraignant ;

Aider à la régulation du commerce international et les traités de libre échange ;

Proposer des règles très ambitieuses en matière environnementale ;

Plaider pour le respect de l'environnement dans les constitutions ;

Définir les responsabilités et les sanctions des États et des multinationales responsables des changements climatiques.

S'opposer efficacement aux entreprises agro-industrielles ;

Mettre en place des stratégies pour contredire celles des multinationales ;

Se battre dans le même sens en restant unis.



VISITE DE TERRAIN ET CONSULTATION DES COMMUNAUTÉS

Nous avons initié une lutte depuis plusieurs années contre l'implantation d'une centrale à charbon dans la localité de San-Pedro (Côte d'Ivoire). Cette année encore nous avons intensifié nos actions contre l'implantation de cette énergie polluante.

Cette fois-ci, l'approche pour freiner les gouvernants sur l'implantation de la centrale à charbon de Kablaké était de prévenir une plus grande partie de la population à travers l'institution d'un « Café climatique ». Par cette activité, il s'agissait d'une rencontre sur le climat à travers l'art, autour du poème de l'écrivain Necké Bernard, traitant les enjeux rencontrés lors du projet d'implantation de la centrale à charbon de Kablaké.

L'ensemble des participants ont pu décortiquer la production littéraire mais aussi débattre des conséquences d'une telle entreprise sur la vie des populations et de la planète. L'activité a été radiodiffusée en direct sur Radio Soleil Plus et Sud-Ouest Infos Tv, des médias partenaires de la lutte environnementale.

L'ensemble des participants ont pu décortiquer la production littéraire mais aussi débattre des conséquences d'une telle entreprise sur la vie des populations et de la planète. L'activité a été radiodiffusée en direct sur des médias partenaires de la lutte environnementale.

L'activité a permis l'intervention de plusieurs invités, à savoir des journalistes, des membres de clubs d'environnement des lycées et collèges, sans oublier la participation de certains leaders d'opinion à travers les réseaux sociaux. C'était un temps de déclamation et de slam du poème « Les vagues noires de Kablaké » a été réalisé.

La JVE Côte d'Ivoire a également proposé un jour d'activité dans cette zone avec les pêcheurs et Mareyeuses afin de dialoguer sur des enjeux des journées climatiques. Cette activité a été réalisée de façon simultanée à San-Pedro, Grand-Lahou, et à Abidjan.

CENTRALE À CHARBON. LE GOUVERNEMENT IVOIRIEN ABANDONNE LE PROJET. JEAN-LUC ASSI, MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT L'A CLAIREMENT SIGNIFIÉ AUX DÉPUTÉS. CELA, CE 18 NOVEMBRE 2021 AU COURS DE LA SESSION BUDGÉTAIRE EN COMMISSION.

Notre plus grande joie lors de l'année 2021 s'est le résultat de ces années de combat que nous avons menée contre l'implantation d'une centrale à charbon à San Pedro. En effet le ministre de l'environnement Jean-Luc Assi était face aux députés dans le cadre de l'examen du projet de budget 2022 du ministère de l'environnement. Interrogé sur le projet à polémique de la construction d'une centrale à charbon à San Pedro, le ministre a clairement fait savoir l'abandon du projet.

Source : <https://cutt.ly/OU8GQdz>

VISITE DE TERRAIN ET CONSULTATION DES COMMUNAUTÉS



Cette année, nous avons été plus proche des communautés afin de déployer notre plan d'action quinquennale. C'est dans ce cadre que nous avons effectué diverses missions consultations communautaires sur le terrain, à Diasson, Affery, Mebifon et Bieby. Cela a pu être possible grâce à l'accompagnement de nos partenaires dans le cadre du projet régional la préparation des organisations de la société civile au Fonds Vert pour le Climat – focus sur l'Afrique ».

Ces missions avaient pour but premier de constater l'état d'avancement du projet de promotion de production de cacao sans déforestation, une solution rapide pour la reconstitution du couvert forestier (PROMIRE) qui s'exécute dans la région de la Mé. Elles ont également permis d'aider les communautés bénéficiaires de ce projet à mieux s'impliquer dans la réalisation de ce dernier.

De plus, nous avons profité de ces visites pour renforcer les capacités de la population de ces régions sur les questions des changements climatiques, des dégâts que cela engendre mais aussi sur leur rôle à jouer dans le processus de transition vers des pratiques agricole respectueuse de l'environnement.

Il faut arreter de tourner le dos à l'urgence climatique

Abidjan le 15 Novembre 2021- La 26e Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques qui s'est tenue à Glasgow en Angleterre a pris fin après une prolongation des travaux de plus de 30 Heures. En effet les négociations ont été prolongées du fait de divers blocages et d'un autre coup de théâtre de dernière minute sur la 3e version du texte de négociation qui a bien failli encore rallonger les débats.

L'ONG JVE Côte d'Ivoire est triste de ces résultats et exprime sa vive consternation au sortir de cette COP. Pendant ces deux derniers mois l'Organisation environnementale s'est investie, a intensifié la sensibilisation et le renforcement des capacités de divers acteurs. Cela avait pour but de susciter leur prise de parole et leur contribution aux débats face aux enjeux des changements climatiques.

San Pedro, Grand Lahou, Daloa, Abidjan ont été des localités visitées au niveau de la Côte d'Ivoire par JVE à travers des ateliers, des dialogues Communautaires, des partages d'expériences, des causeries débats, des programmes de radios et télévisions.

Au niveau régional, **Saly, Bargny, Rufisque, Dakar, Joal, Toubab Dialaw** sont les zones parcourues par JVE Cote d'Ivoire pour l'implication des acteurs marginalisés tels que les éleveurs, les pêcheurs, les mareyeuses, les étudiants, les citoyens et les communautés.

Fournir tous ces efforts de mobilisations et aboutir ce résultat d'échec est plus que douloureux. Selon la Directrice Exécutive Mlle Larissa YAPO : « Avec la COVID 19 et ce qui s'est passé pour sauver l'économie, nous pensions que les Etats du monde allaient montrer plus de lucidité et de solidarité face à l'urgence climatique mais hélas ! C'est à croire que notre climat à tous est moins important que l'économie mondiale »

Alors que des sujets extrêmement importants comme la question des pertes et des dommages liés aux catastrophes, la finance climatique, l'équité entre les pays étaient sur la table des négociations, les pays historiquement responsables ont continué de proposer de nouvelles et fausses solutions à la mode à savoir : l'hydrogène vert, la compensation carbone, les Solutions Basées sur la Nature, le NET Zéro.

« Les préoccupations et attentes des Communautés vulnérables face à la crise climatique sont bien ailleurs que dans des solutions qui n'en sont pas : Il faut donc se tourner résolument et courageusement vers une action collective et lancer une vaste offensive pour la justice climatique » affirme NAHOUNOU Daleba, le Responsable en charge de la Justice Sociale à JVE Côte d'Ivoire.

JVE Côte d'Ivoire estime que la justice climatique exige d'attaquer la crise dans sa globalité. Depuis le système capitaliste qui exacerbe les inégalités, crée l'endettement, l'exploitation et la destruction de la nature jusqu'au système alimentaire industrielle et énergétique basé sur le fossile.



« L'AGROÉCOLOGIE S'EST PROGRESSIVEMENT CONSTRUITE EN RÉACTION AUX DÉRIVES DE L'AGRICULTURE INTENSIVE ET INDUSTRIELLE. EN EFFET L'AGRICULTURE DITE MODERNE S'EST DÉVELOPPÉE TOUT AU LONG DU 20IEME SIÈCLE ET A PERMIS DE DÉVELOPPER MASSIVEMENT LA PRODUCTION ALIMENTAIRE, MAIS AVEC UN COÛT POUR ÉCOLOGIQUE PARFOIS TRÈS ÉLEVÉ.

AUJOURD'HUI, LA COMMUNAUTÉ SCIENTIFIQUE S'ACCORDE À DIRE QUE CERTAINS PROBLÈMES ÉCOLOGIQUES SONT EN PARTIE ATTRIBUABLES À L'AGRICULTURE INTENSIVE, À L'UTILISATION MASSIVE ET INDIFFÉRENCIÉE DE PESTICIDES, AU LABOUR INTENSIF ET DÉGRADATION DE LA QUALITÉ DES SOLS, À LA DISPARITION DE LA BIODIVERSITÉ VÉGÉTALE, ANIMALES AVEC UNE HOMOGÉNÉISATION DES CULTURES MAIS ÉGALEMENT LE CHANGEMENT CLIMATIQUE.

DE PLUS EN PLUS DE CHERCHEURS, MILITANTS ET AGRONOMES PLAIDENT DONC POUR UNE REDÉFINITION DES PRINCIPES AGRICOLES DE NOS SOCIÉTÉS AFIN DE PRODUIRE UNE AGRICULTURE PLUS RESPECTUEUSE DE L'ENVIRONNEMENT. L'AGROÉCOLOGIE TENTE DE RÉPONDRE À CETTE NÉCESSITÉ PUISQU'ELLE VISE À PRODUIRE UN SYSTÈME AGRICOLE PLUS DURABLE ET PLUS ÉCOLOGIQUE.

+10

communautés avec
lesquelles nous travaillons

+04
REGIONS

+500

personnes consultées
et visitées

La pandémie a durement impactée le secteur agricole, mettant en lumière ses faiblesses. De nombreux paysans et paysannes ont perdu des récoltes faute d'écoulement local des stocks. Il a également été triste de constater : la fermeture des marchés, l'augmentation rapide du prix des denrées alimentaires après pénurie dans la plupart des villes du pays. Ces impacts ont particulièrement affectés, selon les villes, entre 60 et 85 % de la populations dépendante de l'Agriculture.

La fermeture des magasins d'approvisionnements, a rendu difficile l'accès aux denrées alimentaires des communautés. De ce faite, l'attention portée aux cultures de rentes a été inversée dû à la crise sanitaire, en faisant ressortir la nécessité de produire pour se nourrir. Contraint par l'évènement, les populations n'avaient d'autre choix que de s'approvisionner auprès d'autres communautés. Cette période difficile a perturbé l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement alimentaire et a affecté la disponibilité de nourriture.

Dans ce contexte JVE a lancé des initiatives pour faciliter la transition agricole pour nos paysans. durant cette année nous avons mené des actions de sensibilisations et de suivi auprès des communautés de la région de Daloa afin de leur permettre d'adopter des pratiques agroécologique et de renoncer aux pesticides et fertilisants chimique.

NON A LA PRIVATISATION DES SEMENCES

Toujours dans l'optique de soutenir les paysans et de renforcer la souveraineté alimentaires des peuples, nous avons mené une campagne lors de la semaine mondiale d'action qui s'est tenu du 02 au 08 décembre afin de dénoncer la privatisation des semences par l'union pour la protection des obtentions végétales (UPOV).

Pour nous, les paysans doivent avoir le droit de conserver, partager et contrôler leurs semences.



Il a été organisé 2021, la troisième édition du traditionnel camp de formation sur l'agroécologie paysanne **YALITIA Boot Camp**. Comme pour les années précédentes éditions, il a été à Daloa, au monastère de Zaguiguia, du 23 au 28 Aout.

Les participants venus, pour la plupart, de la localité de Prikro ont été formé sur le thème : **L'Agroécologie et le développement des coopératives agricoles: une stratégie pour nourrir les populations et lutter contre changement climatique**. Lors de cette formation, les participants ont été initié à la fabrication de l'APPICHI, un biopesticide naturel et du BOKASHI, un biofertilisants formé à partir de matière organique fermentée. Ils se sont également entretenus sur les méthodes de multiplication du mycélium, une ressource écologique durable et renouvelable (semence du champignon), sur la biomédecine et sur la pisciculture (élevage de poisson).

Laudato SI

En marge de la 3e édition du YALITIA, il a été organisé une conférence sur Laudato SI, second encyclique du pape François. Ayant pour sous-titre « Sauvegarde de la maison commune », laconique est consacrée aux questions environnementales et sociales, à l'écologie intégrale. De façon générale, la conférence s'est porté sur la sauvegarde de la Création. Ce fut l'occasion pour les formateurs d'aborder le volet de la cohésion sociale, car la terre est en situation de crise et l'avenir de notre maison est menacé. Ils ont clos leur intervention après avoir exoté les participants à la protection de l'environnement par la mise en place d'un plan commun et de travailler ensemble afin de cesser de traiter les ressources de la planète comme une source de profit.

LEÇONS APPRISES ET RECOMMANDATIONS

La transition de production de cultures de rentes en production de cultures vivrières a été possible ; Les paysans de cacao, Hévéa (et autres) ont réussi à investir leur énergie dans le domaine du vivrier (l'exemple de Mr OBROU, producteur de Cacao convertie en producteur de cultures maraichères) ; Le besoin de la côte d'Ivoire est de reconstituer le patrimoine semencier paysan et Les communautés ont besoin d'encadrement technique et financier pour faire face à la crise sanitaire.

Nos interventions ont permis de faire face à l'épineuse question de la sécurité alimentaire ;

Les rendements agricoles ont été améliorés dans les localités pilote grâce aux systèmes d'approvisionnement en intrants agricole (engrais et semences naturels) et un suivi/encadrement de proximité des producteurs individuels et des groupements par des prestations techniques affectés au sein des communautés (encadrement, initiation sur les itinéraires techniques).

-L'Etat doit soutenir les paysans qui veulent amorcer la transition agroécologique en Côte d'Ivoire.

-L'Elevage en milieu rural doit être encouragé et l'encadrement des petits éleveurs doivent être assuré

-Les femmes paysannes doivent bénéficier d'un appui supplémentaire pour la fabrication de leurs propres semences paysannes et non pas être obligé de prendre ceux qui sont distribués par les centres de recherche.

-Un prix équitable doit donner aux pratiquants de l'agro écologie paysanne.

-les marchés locaux doivent protéger des produits importés qui viennent faire la mauvaise concurrence à nos paysans locaux.



L'AGRICULTURE ET L'ORPAILLAGE SURTOUT CLANDESTIN SONT LES PRINCIPALES ACTIVITÉS DE CERTAINES POPULATIONS. AINSI DANS LES PLANTATIONS ET SUR LES SITES D'EXTRACTIONS MINIÈRES, LES FEMMES SONT TRÈS SOUVENT OBJETS DE MULTIPLES VIOLENCES. AUSSI, CERTAINS MÉNAGES DIRIGÉS PAR DES FEMMES PRÉSENTENT UNE VULNÉRABILITÉ ACCRUE AUX ALÉAS CLIMATIQUES ET À LA VOLATILITÉ DES PRIX, DÙ À UN ACCÈS MOINDRE AUX TERRES AGRICOLES, AUX ANIMAUX ET AUX MOYENS DE PRODUCTION.

AUSSI LES ACTIVITÉS DES AGRO INDUSTRIE CONTRIBUE À LA DETERIORATION DES CONDITIONS DE VIE DES COMMUNAUTÉS LOCALE.

POUR COMBLER LES INEGALITÉS QUI EXISTENT ENTRE LES COUCHES SOCIALES OU ENCORE ENTRE LES PAYS DU SUD ET CEUX DU NORD, JVE MENE DES ACTIONS A FORT IMPACT AU NIVEAU NATIONAL, REGIONAL OU ENCORE INTERNATIONAL.

+119

Femmesont vus leur capacité financière renforcé

01

Victoire pour la non implantaion de centrale a charbon à san pedro

Depuis quelques années, on assiste à une accélération sans précédent des acquisitions de vastes surfaces agricoles dans les pays d'Afrique (mais aussi d'Asie, d'Amérique du Sud, d'Europe de l'Est et d'ailleurs) par des acteurs transnationaux. Le phénomène très médiatisé de l'« accaparement des terres » est en fait un accaparement des ressources naturelles en général, notamment les forêts et l'eau. Il est le fait, à la fois, de pays soucieux de sécuriser leur approvisionnement agricole, mais aussi très souvent d'entreprises multinationales – parmi lesquelles des groupes agroalimentaires. L'accaparement des terres est défendu par certains au nom de la nécessité de moderniser les agricultures du Sud et d'investir dans des terres « sous-utilisées » pour accroître la production alimentaire mondiale.

Le phénomène fait toutefois l'objet de virulentes critiques, non seulement pour les atteintes aux souverainetés nationales qu'il risque d'occasionner, mais aussi parce qu'il favorise la dépossession de petits paysans pas forcément moins productifs que les grandes plantations industrielles, et permettrait même aux grands intérêts économiques d'étendre leur contrôle sur les ressources naturelles et le secteur agricole.

C'est dans ce cadre que nous avons initié en cette année des actions dans les régions d'Aboisso, de San-Pedro et de Prikro où ces communautés font face à des difficultés liées à l'implantation des multinationales (PALM-CI, SOGB et SIAT) afin d'établir une justice sociale.

Cohesion sociale

le tissu social dans le département de Prikro s'est révélé fortement dégradé par un conflit foncier lié à une atmosphère d'expropriation des terres des communautés depuis 2011. La superficie enregistrée est estimée à 11 000ha. Le niveau de vie des populations en a payé un lourd tribut du fait de la forte réduction de leurs activités socio-économiques.

Déjà en 2016, des actions de renforcement des capacités des communautés sur la défense de leurs droits et le contrôle de leurs terres ont été menées par l'alliance tripartite JVE Côte d'Ivoire, EburnieToday, IDEF avec l'appui technique et financier de GRAIN international. En outre, cette alliance à partir d'investigations sur la situation dans les communautés a produit un film vidéo "Terres sans Maître" retraçant le vécu des communautés. Ces actions ont finalement abouti à un projet financé par l'organisation internationale MISEREOR sur 3 ans.

ce projet vise à la restauration et la consolidation d'un climat pacifique entre les communautés des villages de Famienkro, Timbo, Sérébou, Koffessou, Groumania Kamelessou, Bognankro.

Droits des communautés

Suite à une enquête que nous avons menée en mars auprès des communautés impactées de San Pédro par la Compagnie SOGB sur l'audit effectué par le bureau SCS, il est ressorti plusieurs éléments qui nous ont interpellés.

Nous avons donc initié un atelier afin d'amener les communautés à comprendre les mécanismes RSPO, à connaître leurs droits et à s'organiser avec une stratégie efficace qui répondront à la certification RSPO et à contribuer à résoudre leurs plaintes.

il s'agissait de leur

- Expliquer le mécanisme de plainte RSPO,
- Présenter le processus RSPO
- Présenter les opportunités pour résoudre les griefs des communautés affectées par SOGB

Dans la localité d'Aboisso nous avons également initié des ateliers de formation à l'endroit des communautés sur leurs droits.

C'est pour appuyer ce accompagnement que nous avons soutenu l'organisation d'une mission de 02 jours les 15 et 16 octobre dernier à N'zikro (Localité d'Aboisso). Durant ces 02 jours des femmes et des hommes de différents pays de la sous-région ont partagé leurs expériences dans la lutte contre les accaparements dont ils sont victimes dans leur différentes communautés

DE BARGNY A SAN PEDRO LES COMMUNAUTÉS DISENT NON AU CHARBON



Une centrale à charbon produit de l'électricité en utilisant la chaleur générée par la combustion du charbon.

Le charbon est un combustible fossile d'origine organique. Il est le résultat de la transformation de résidus de forêts enfouis dans le sol depuis près de 300 millions d'années (ère carbonifère). De tous les combustibles carbonés fossiles, le charbon produit lors de sa combustion les plus fortes quantités de CO₂, pour une même quantité d'énergie produite.

Nombreux sont les dangers liés à son exploitation qui affecte non seulement l'environnement mais également sur le plan social, économique et sanitaire.

fort de cela des organisations de la société civile ont décidé de mener plusieurs combats afin de mettre fin à toute installation d'une centrale à charbon.

C'est dans ce cadre que nous avons travaillé avec LSD pour aider les communautés qui font face à cette injustice.

Dans cette collaboration qui a débuté depuis longtemps, nous avons invités les communautés du Sénégal à partager leurs expériences sur la question du charbon.

DE BARGNY A SAN PEDRO LES COMMUNAUTES DISENT NON AU CHARBON

L'objectif de cette rencontre a été un partage d'expérience avec les femmes transformatrices venues du Sénégal sur leur vécu au sujet de la centrale à charbon installé à Bargny une manière pour elles d'apporter leur soutien à la communauté de Kablaké.

le combat mené par les femmes transformatrices du poisson au Sénégal, a eu des acquis car la BAD qui était l'une des structures de financement de cette centrale s'est retiré du projet et de tout ce qui est financement de charbon. De plus, cette même année, la centrale de Bargny a fait faillite par manque de financement.

Lors de cette visite d'échange communautaire, nous avons également le partage d'expérience de ces femmes avec les femmes mareyeuses du port de San Pedro.

La rencontre s'est terminée avec beaucoup d'espoir pour les mareyeuses du port de San-Pedro, elles ont été ravies par l'expérience des femmes de Bargny et accepté de collaborer avec les organisations en charge de la lutte contre la centrale afin de dire « Non ».

Nous sommes ravis d'avoir organisé ces échanges car cela a contribué à l'aboutissement du retrait du projet d'implantation d'une centrale à charbon de San Pedro.

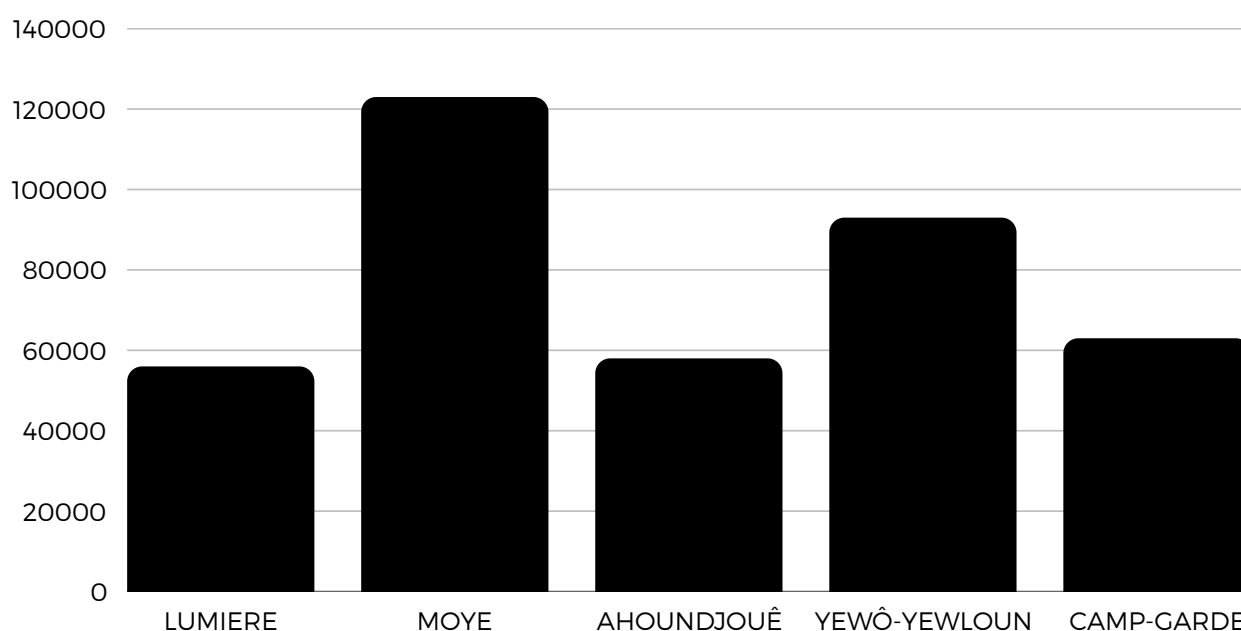


L'AUTONOMISATION DES FEMMES DE BOUAFLÉ À TRAVERS LA MISE EN PLACE D'ASSOCIATION VILLAGEOISE D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT (AVEC)

Dans le cadre de nos activités, l'ONG Jeunes volontaires pour l'environnement Côte d'Ivoire (JVE-CI) en partenariat avec la Direction du Ministère de la Femme de la Famille et de l'Enfant de la région de la Marahoué a initié un projet en faveur des femmes de la localité de Bouaflé. Cette activité avait pour objectif de contribuer à l'autonomisation en vue de réduire les violences basées sur le genre. La stratégie qui a été adoptée était la formation des leaders communautaires des villages concernés avec 119 femmes. Il était question d'apprendre à ces femmes l'intérêt de l'épargne et du crédit d'une part. Et d'autre part de renforcer les activités de celles qui en ont déjà et créer des activités génératrices de revenus (AGR) pour celles qui en n'ont pas.

Nous notons qu'au début du projet, nous étions face à des femmes craintives en raison de leur situation sociale précaire. La majorité en milieu rurale, n'avait pas accès aux crédits pour la création d'une quelconque activité génératrice de revenu. Elles dépensaient au jour le jour le peu qu'elles gagnaient. Elles étaient obligées de mener des activités dangereuses pour peu de gain. « Depuis l'arrivée des AVEC, nous allons de moins en moins à la mine » selon des propos tenus par une adhérente.

Avec l'avènement des associations villageoises d'épargnes et de crédits, elles ont pris conscience des capacités qu'elles avaient. Certaines prenaient les prêts pour la mise en place d'un petit commerce. D'autres les utilisaient pour l'entretien des plantations, en vue d'une meilleure production. Elles ont toutes repris confiance en elles. Celles qui vivent en couple, font la fierté de leurs conjoints a témoigné un homme dans l'un des villages. Grace à l'écho favorable des avantages des AVEC, plusieurs femmes ont désirés se joindre au groupe dans les différents villages. De plus plusieurs hommes nous ont sollicités pour la création des groupes masculins.



Intérêt généré par les AVECs de bouaflé en 2021 en CFA



REMERCIEMENTS

Au titre des remerciements, nous exprimons notre reconnaissance à l'endroit de tous les partenaires pour leur soutien financier et technique qui nous ont permis de réaliser la plupart des activités mentionné ci-dessus et d'atteindre les résultats escompté. Nous remercions également les communautés pour leur disponibilités et leurs dispositions a nous écouter, à nous suivre et a s'engager pour un développement durable.

VISITEZ



JVE Côte d'Ivoire